

AU GOUVERNEMENT DÉMISSIONNAIRE ET A NOTRE ADMINISTRATION – Déclaration liminaire CSA Ministériel



Au moment où nous écrivons cette déclaration, des agent.es de la FP, de notre ministère, parce qu’elles et ils ont -à tort sans doute- choisi de se mettre au service des agriculteur.trices, paysan.nes de ce pays, parce qu’elles et ils ont choisi de défendre l’eau, la forêt, les haies, tous les biens communs, sont victimes d’agressions verbales, de destructions de leur outils de travail, de menaces, d’actes d’intimidation, de dégradations de biens personnels par des représentant•es d’organisations syndicales majoritaires.

Comment expliquer que le patron de la [FNSEA](#) sous prétexte “qu’il n’y a plus d’Etat” depuis le vote de la motion de censure, appelle à une suspension des contrôles dans les

fermes, quand ses troupes ne murent pas ou ne dégradent pas les locaux de parlementaires... faisant le choix de la surenchère et de l'alignement sur la Coordination Rurale !

L'Elan commun réaffirme avec force **son attachement aux services publics, garants de la cohésion sociale, de l'intérêt général et de la justice sociale**. À ce titre, il s'inquiète profondément des récents propos d'Arnaud Rousseau, affirmant : « Pas de gouvernement, pas de contrôles dans nos fermes ! ». Une telle déclaration, si elle venait à être suivie d'effets, mettrait en danger des missions fondamentales assurées par l'État.

Les contrôles publics ne sont pas des contraintes inutiles. Ils sont les piliers de politiques essentielles :

- **Protection de la santé publique** : contrôles sanitaires dans les abattoirs, qui assurent la commercialisation des produits français et sur les exploitations pour garantir des produits sûrs et conformes aux normes alimentaires ;
- **Protection de la santé animale** : gestion des crises sanitaires, la santé animale dans les élevages et les transports,
- **Environnement** : surveillance des pratiques agricoles et forestières pour protéger les ressources naturelles, la biodiversité et lutter contre le changement climatique ;
- **Soutien de l'agriculture française** : gestion des aides publiques, des labels de qualités,
- **Commerce international** : contrôles à l'exportation menés par les SIVEP, cruciaux pour maintenir la réputation des produits français et leur conformité aux exigences internationales.

Ces missions sont exercées par des agent·es public·ques qui,

dans le cadre de leur travail, font souvent face à des pressions et à des tensions croissantes. L'Élan commun rappelle que ces agent·es doivent être respecté·es et protégé·es dans l'exercice de leurs fonctions. **Leur rôle est au service de tous, y compris des agriculteur·trices elles/eux-mêmes, pour garantir un système juste et durable.**

Suspendre ces contrôles, comme suggéré par les propos de la FNSEA, reviendrait à affaiblir les fondements mêmes de la justice sociale et environnementale. Cela exposerait également les consommateurs, les écosystèmes et les marchés agricoles à des risques inacceptables.

L'Élan commun appelle à un retour au dialogue et à une prise de conscience collective. Alimenter des tensions par des déclarations irresponsables ne peut qu'aggraver les crises en cours. Nous invitons tout·es les acteur·ices, syndicats agricoles inclus, à travailler ensemble pour des solutions qui protègent à la fois les producteur·ices, les consommateur·trices et l'environnement, tout en respectant les agent·es public·ques chargé·es de ces contrôles essentiels.

Madame la Secrétaire Générale, alors qu'une circulaire sur le contrôle unique vient d'être publiée, la surenchère de certains acteurs persiste, menaçant directement les missions de service public et l'intérêt général. Il est désormais urgent que le Ministère réaffirme avec force son soutien aux agent·es public·ques et aux dispositifs de contrôle **qui protègent la santé publique, la biodiversité et la justice sociale.**

Nous demandons que le Ministère engage **une communication claire et ferme pour défendre ces services.**

Madame la Ministre démissionnaire, Madame la Secrétaire Générale, que faites-vous pour protéger les agent•es public•ques qui ont peur d'exercer leurs missions ? A quand votre soutien public à la hauteur des menaces reçues et réitérées ?

Non Madame la Ministre démissionnaire, non Monsieur le Directeur de Cabinet, contrairement à ce que vous avez déclaré aux [OS](#) le jeudi 28 novembre, ce n'est pas uniquement aux "corps intermédiaires" comme vous les nommez de dire toute l'attention et le soutien qui est porté à ces agent•es. C'est de vous qu'elles et ils attendent un soutien et une affirmation de l'intérêt collectif de leur mission ! Il n'est pas trop tard, il vous reste encore quelques heures pour le faire.

Comment expliquer par ailleurs de la part de notre ministère et de celui de l'Intérieur, une si grande complaisance à l'égard de ces syndicats majoritaires quand un autre syndicat – sans doute plus dérangeant – reçoit les faveurs de la BRAV-M (Brigade de répression de l'action violente motorisée), avec coups et gardes à vue en réponse à une action pacifiste pour dénoncer la spéculation sur les produits agricoles ?

FUTUR NOUVEAU GOUVERNEMENT : voilà le minimum que nous exigeons ! Il est prévenu.

Face à une situation sociale particulièrement dégradée, des

années de politiques notoirement injustes et une mobilisation massive de la population en générale et particulièrement de la fonction publique jeudi dernier, nous attendons du futur gouvernement des mesures fortes et immédiates pour les agent•es public•ques que nous représentons. L'abrogation de la réforme des retraites, une augmentation immédiate de 10% du point d'indice, la suppression du jour de carence et l'abandon de toute velléités de baisse des indemnisations en cas d'arrêt maladie sont le strict minimum que nous exigeons. Ces mesures ne sont pas des privilèges, mais des droits fondamentaux pour garantir des conditions de travail et de vie décentes. **Le futur gouvernement doit répondre à ces attentes sans délai !**

Le futur gouvernement devra aussi renoncer à la suppression des emplois dans notre ministère en général dont les agent•es sont déjà sous la pression, et dans l'EA en particulier, suppressions annoncées après la présentation de feu le [PLF 2025 Barnier](#). Ainsi, si le Parlement n'avait pas débranché ce gouvernement et cette politique minoritaire, l'EA aurait payé un lourd tribut et encaissé le plus gros coup de rabot, à rebours complet des enjeux de renouvellement des générations en agriculture et de la nécessaire accélération de la transition écologique.

La future ex-loi d'orientation agricole et la prochaine loi de finances devront être, pour le MASAF et l'[EAP](#), celle des ambitions et non des simplifications et autres liquidations de services, d'opérateurs ou de lycées agricoles publics ... En résumé, elles devront être résolument celle des défis et non celle du renoncement !